

Zeitschrift: Rapport de la Direction et du Conseil d'Administration du Chemin de Fer du Gothard

Band: 17 (1888)

Artikel: Rapport et proposition de la Commission de vérification des comptes à l'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard = Bericht und Antrag der Revisionskommission an die Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft

Autor: Speiser, Wm. / Grob, J. E. / Philippi

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-622985>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rapport et proposition

de la

Commission de vérification des comptes

à

L'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard du 29 Juin 1889.



La Commission de vérification, composée de Messieurs W^m SPEISER, les Conseillers d'Etat GROB et PHILIPPI, ce dernier comme suppléant de Mr. le Directeur SIDLER, s'est réunie les 31 Mai et 1^{er} Juin aux fins d'examiner les comptes de 1888, et a l'honneur de rapporter comme suit sur les travaux auxquels elle a procédé.

En premier lieu nous avons comparé le bilan imprimé présenté par la Direction et le Conseil d'administration avec le bilan manuscrit et celui-ci avec le grand livre; cette opération nous a permis de constater la concordance parfaite de tous les chiffres.

Quant au fond, le bilan ne nous suggère aucune observation spéciale, mais au point de vue de la forme, nous exprimerons le désir qu'à l'avenir la rubrique „C. Fonds disponibles“ indique séparément, et non plus en bloc, les situations respectives de la caisse, des lettres de change et des dépôts en banque; de cette manière les cercles intéressés à la comptabilité pourront se rendre compte à première vue de la qualité des fonds disponibles.

Sous la rubrique „Débiteurs“, il faudrait de même distinguer les créances sur des tiers de celles sur les divisions de l'administration.

Comme on pourrait s'étonner de trouver parmi ces dernières entre autres une position „compte des caisses de stations“ soldant par fr. 625,000 en chiffre rond, nous croyons utile de donner à ce sujet une courte explication: ce solde s'élevait: en 1887 à fr. 576,000, en 1886 à fr. 494,000, en 1885 à fr. 299,000, en 1884 à fr. 190,000 et en 1883 à fr. 97,000; la majoration est donc graduelle et considérable, surtout par suite de l'augmentation du mouvement des entrepôts de Brunnen et des conditions particulières de comptabilité à Chiasso et à Luino. En effet plus de la moitié de ce solde de fr. 625,000, soit en nombre rond fr. 330,000, représente les avances aux entrepôts de Brunnen (pour ports antérieurs, frais, etc.), avances qui sont couvertes par la valeur des marchandises emmagasinées et portent intérêt. Le reste se compose, de créances sur divers chemins de fer aboutissants, lesquelles il est vrai ne rendent aucun intérêt, mais sont liquidées généralement dans l'espace d'un mois.

Une partie importante de l'actif est formée par les effets et valeurs au montant d'environ fr. 10,600,000, dont l'état justificatif figure pages 9 et 10 du rapport de gestion.

Ces effets et valeurs étant destinés à être revendus successivement et en partie à fournir à la Compagnie les moyens d'exécuter aussi bien les travaux en cours de construction que ceux à l'état de projet, nous estimons, d'accord en cela avec la Direction, que les principes régissant l'achat de valeurs semblables doivent être exclusivement: faculté de réalisation en tout temps, sécurité aussi complète que possible et stabilité des cours.

Il va sans dire que nous devons laisser à l'Administration le soin d'examiner dans chaque cas particulier jusqu'à quel point les placements sont conformes à ces principes.

Poursuivant le cours de nos opérations, nous avons vérifié en détail le compte d'exploitation du mois de Décembre; l'ordre et la clarté régissent dans tous les livres et pièces justificatives.

Nous avons également examiné et trouvé conformes les comptes des fonds spéciaux (fonds de réserve, de renouvellement et d'amortissement).

Le compte de capital, le compte de construction et le compte de profits et pertes ont été aussi examinés au moyen d'un certain nombre de positions prises au hasard; nous pouvons constater ici avec plaisir que tous ces comptes sont exactement et correctement tenus.

A côté de ces vérifications directes, nous avons considéré comme rentrant dans notre mandat de nous assurer si les règlements établis par l'Administration pour le contrôle et les revisions étaient convenablement observés.

Les prescriptions à ce sujet sont contenues dans le règlement du 20 Octobre 1885 sur la Comptabilité et la Caisse, et spécialement aux art. 15 et 34.

Nous nous sommes fait présenter divers procès-verbaux des vérifications de la caisse et des papiers-valeurs, auxquelles a procédé l'Administration; nous citons en particulier:

- a) le registre des procès-verbaux sur la revision quotidienne de la caisse principale;
- b) 4 procès-verbaux de Mai, Août, Octobre 1888 et Janvier 1889 sur les revisions de la Caisse principale (espèces et portefeuille) opérées par le Bureau de contrôle;
- c) procès-verbaux des vérifications faites dans les stations par le Contrôle de l'exploitation;
- d) procès-verbaux des vérifications opérées à l'Economat, du 30 Septembre 1888.

Après examen de tous ces documents, notre impression est que le contrôle s'accomplit selon les prescriptions.

Aux termes de l'art. 34, 3^e alinéa, le Chef du 1^{er} Département ou bien un Membre de la Direction, soit son Suppléant, délégué à cet effet, doit vérifier au moins une fois par année la situation de la caisse, du portefeuille et de tous les effets et valeurs déposés.

Cette vérification a eu lieu les 26, 27 et 28 Décembre 1888; le procès-verbal dressé à ce sujet et qui nous a été communiqué, s'exprime comme suit sur le résultat de la revision:

„La comparaison de la caisse, du portefeuille et des valeurs en dépôt avec les livres a été faite en partie d'une manière complète, en partie par de nombreux essais pris au hasard; cette opération a démontré l'entière concordance de tous les chiffres.

„Il y a lieu de faire ressortir aussi l'ordre parfait et l'exactitude de la classification.

„Le dépôt des valeurs dans le nouveau bâtiment d'administration offre la plus grande sécurité; au point de vue de l'espace et de la distance il facilitera notablement la manipulation des titres et des coupons.“

Les Commissaires-vérificateurs du Conseil d'administration ont procédé également à la vérification de la caisse, du portefeuille ainsi que des effets et valeurs; la présence des situations respectives se trouve confirmée par le procès-verbal du 18 Mai 1889, dont nous avons également pris connaissance.

A la date du 1^{er} Juin nous avons vérifié la caisse et y avons reconnu une somme de fr. 150,147.04 en avances, espèces et banknotes suisses, banknotes et monnaies étrangères, situation conforme au solde figurant au livre de caisse.

Le dépôt des titres dans le nouveau bâtiment d'administration est très commodément placé et fort bien aménagé; nous en avons vérifié le contenu par divers essais pris au hasard, comme aussi le dépôt des cautionnements d'entrepreneurs et de fournisseurs, ainsi que de fonctionnaires et employés; le tout est en ordre parfait.

Nous remercierons encore le Chef du Bureau de revision des comptes du précieux concours qu'il nous a prêté dans nos travaux et terminons notre rapport par la proposition suivante:

„L'Assemblée générale décide d'approuver les comptes de 1888 et d'en donner décharge avec remerciements à la Direction ainsi qu'au Conseil d'administration“.

Lucerne, le 1^{er} Juin 1889.

Les Commissaires-vérificateurs pour 1888:

Wm. Speiser.

J. E. Grob.

Philippi.

Bericht und Antrag

der

Revisionskommission

an die

Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft

vom 29. Juni 1889.

Die Revisionskommission, bestehend aus den Herren Wm. Speiser, Regierungsrath Grob und Regierungsrath Philippi, in Vertretung des Herrn Direktor Sidler, hat sich am 31. Mai und 1. Juni zur Vornahme der Revision der Rechnungen für das Jahr 1888 versammelt und sie beehrt sich, Ihnen über ihre Arbeiten wie folgt zu berichten:

Wir haben in erster Linie die von der Direktion und dem Verwaltungsrathe vorgelegte gedruckte Bilanz mit der geschriebenen und diese mit dem Hauptbuche verglichen und die vollständige Uebereinstimmung sämmtlicher Ziffern konstatiert.

Zu materiellen Bemerkungen sehen wir uns nicht veranlaßt, dagegen möchten wir in formeller Beziehung dem Wunsche Ausdruck geben, daß in Zukunft unter „C. Verfügbare Mittel“ die Bestände der Kassa und Wechsel, sowie die Bankguthaben getrennt, statt in einer Gesamtziffer zusammengezogen angegeben werden. Es können dann die an der Rechnungsstellung interessirten Kreise sich auf den ersten Blick über die Liquidität der verfügbaren Mittel Rechenschaft geben.

Ebenso dürften unter „Debitoren“ die Forderungen an Dritte von solchen an eigene Verwaltungsstellen getrennt werden.

Da es auffallen könnte, daß die letzteren unter Anderm einen Posten, „Stationskassa-Conto“, mit einem Saldo von rund Fr. 625,000 enthalten, so finden wir uns zu folgender Erklärung desselben veranlaßt: Dieser Saldo betrug pro 1887 Fr. 576,000, pro 1886 Fr. 494,000, pro 1885 Fr. 299,000, pro 1884 Fr. 190,000 und pro 1883 Fr. 97,000, ist also graduell beträchtlich gestiegen und zwar namentlich in Folge des zunehmenden Verkehrs der Lagerhäuser in Brunnen und der Rechnungsverhältnisse in Chiasso und Luino. Zur größern Hälfte, nämlich für rund Fr. 330,000, trägt zu dem gedachten Saldo von Fr. 625,000 bei der Vorschuß an das Lagerhaus Brunnen (Vorschüsse für Vorfrachten, Spesen u. s. w.), welcher durch vorhandene Waaren gedeckt und zinstragend ist. Den Rest bilden Guthaben an anstoßende Bahnen, auf welchen ein Zins zwar nicht vergütet wird, die jedoch in der Regel innert Monatsfrist liquidirt werden.

Einen wichtigen Bestandtheil der Aktiven, rund Fr. 10,600,000, bilden die Werthschriften, über welche die Seiten 9–10 des Geschäftsberichtes den Nachweis enthalten.

Da diese Werthschriften zur graduellen Wiederveräußerung bestimmt sind und zum Theil dazu dienen müssen, der Gesellschaft die Mittel zur Ausführung der theils in Angriff, theils in Aussicht genommenen Bauten zu liefern, so sind wir im Einverständnisse mit der Direktion der Ansicht, daß beim Ankauf solcher Papiere ausschließlich deren jederzeitige Realisirbarkeit, höchstmögliche Sicherheit und Stabilität des Kurses maßgebend sein sollen. Selbstverständlich muß es aber der Verwaltung überlassen bleiben, im Einzelnen zu prüfen, in wie weit die Anlagen diesen Grundsätzen entsprechen.

Im weiteren Verfolge unserer Arbeiten haben wir dann die Betriebsrechnung des Monats Dezember einer durchgehenden Prüfung unterzogen und sämmtliches Material sauber und geordnet vorgefunden.

Wir haben auch die Rechnungen über die verschiedenen Fonds (Reserve-, Erneuerungs- und Amortisationsfonds) durchgesehen und in Ordnung gefunden.

Einer speziellen Verifikation durch Vornahme einzelner Stichproben haben wir die Kapitalrechnung, die Baurechnung und die Gewinn- und Verlustrechnung unterzogen, und wir können auch hier mit Vergnügen konstatiren, daß diese sämtlichen Rechnungen korrekt geführt sind.

Neben diesen direkt vorgenommenen Untersuchungen betrachteten wir als unsere Aufgabe, zu prüfen, ob die von der Verwaltung aufgestellten Verordnungen für die Kontrolle und die Revisionen gehörig vollzogen werden.

Die bezüglichen Vorschriften sind in dem Reglement betreffend das Rechnungs- und Kassawesen d. d. 20. Oktober 1885, insbesondere in Art. 15 und 34 desselben niedergelegt.

Wir haben uns nun einzelne Protokolle über Seitens der Verwaltung vorgenommene Kassa- und Werthschriften-Revisionen vorlegen lassen und erwähnen speziell:

- a. das Register der täglichen Sturzprotokolle der Hauptkassa,
- b. 4 Protokolle vom Mai, August, Oktober 1888 und Januar 1889 über von der Rechnungs-Kontrolle vorgenommene Revisionen der Hauptkassa (Baar- und Portefeuille-Bestände),
- c. Protokolle über bei den Stationen Seitens der Betriebskontrolle vollzogene Verifikationen,
- d. Sturzprotokolle betreffend Verifikationen bei der Materialverwaltung, d. d. 30. September 1888.

Aus diesen sämtlichen Schriftstücken schöpften wir den Eindruck, daß die Kontrolle vorschriftsgemäß stattfindet.

Nach Art. 34, Absatz 3 liegt dem Vorstande des I. Departementes oder einem hiezu beauftragten Mitgliede der Direktion, beziehungsweise dessen Ersatzmann ob, jährlich wenigstens einmal den Bestand der Kassa, des Portefeuilles und sämtlicher deponirter Werthschriften zu verifiziren.

Diese Verifikation hat am 26., 27. und 28. Dezember 1888 stattgefunden und spricht sich das bezügliche uns mitgetheilte Protokoll über das Ergebnis wie folgt aus:

„Die Vergleichung von Kasse, Portefeuille und Depotwerthen mit den Büchern wurde „partienweise vollständig und zum andern Theil durch ergiebige Stichproben vorgenommen. Dieselbe erzeugte überall „völlige Uebereinstimmung.

„Es dürfen auch gute Ordnung und richtige Klassifikation hervorgehoben werden.

„Die Archivräume im neuen Gebäude werden, bei größter Sicherheit, auch räumlich und distanzlich die „Manipulation mit Titeln und Coupons wesentlich erleichtern“.

Eine weitere Prüfung der Kassa-, Wechsel- und Werthschriften-Bestände ist von der Rechnungsprüfungskommission des Verwaltungsrathes vorgenommen worden und bestätigt das uns ebenfalls mitgetheilte Protokoll, d. d. 18. Mai 1889, das Vorhandensein der Bestände.

Ein von uns am 1. Juni vorgenommener Kassa-Sturz ergab einen Bestand an Vorschüssen, Baarschaft, einheimischen und fremden Noten, Münzen von zusammen Fr. 150,147. 04, konform dem im Kassabuche ausgewiesenen Saldo.

Das Werthschriften-Archiv im neuen Verwaltungsgebäude, sehr bequem gelegen und wohl eingerichtet, wurde von uns nach seinem Bestande an Titeln durch einzelne Stichproben geprüft, ebenso das Depot der Kautionen von Unternehmern und Lieferanten, sowie von Beamten und Angestellten, und Alles in bester Ordnung befunden.

Indem wir schließlich noch der uns vom Vorstande der Rechnungskontrolle geleisteten werthvollen Mithilfe bei unsern Revisionsarbeiten gedenken, stellen wir bei Ihnen den Antrag:

„Es wolle die Generalversammlung beschließen, die Rechnungen pro 1888 sind unter Verdankung an die „Direktion und den Verwaltungsrath abzunehmen und zu genehmigen.“

Luzern, den 1. Juni 1889.

Wm. Speiser.
J. E. Grob.
Philippi.